

La gouvernance à EDC

Société d'État à vocation financière fonctionnant selon des principes commerciaux, EDC est dirigée par un Conseil d'administration dont les membres sont principalement issus du secteur privé. Le Conseil a pour mandat de superviser la direction et la gestion d'EDC, de soutenir l'élaboration de stratégies et de superviser leur exécution, tel que défini dans le Plan d'entreprise.

Le Conseil d'administration d'EDC est composé de professionnels chevronnés des domaines des affaires, de la finance, des services bancaires, de l'assurance, des ressources humaines, des technologies, de l'investissement, des politiques et de la gestion des risques. Les membres ont une connaissance intime et une profonde compréhension de divers secteurs, dont les institutions financières, l'exploitation minière, l'énergie, la fabrication, les technologies et le commerce de détail. Leur bagage d'expérience collectif est mis à profit pour guider l'orientation opérationnelle de la Société.

Gérance du conseil

Le Conseil et l'Équipe de la haute direction jouent un rôle important : s'assurer que l'orientation stratégique de la Société et le Plan d'entreprise s'harmonisent avec les priorités commerciales du gouvernement du Canada. Les membres du Conseil sont le point de liaison entre EDC et son actionnaire, le gouvernement du Canada. À cet effet, le Conseil reçoit chaque année des orientations du ou de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, par la voie de son énoncé des priorités et des responsabilités. En parallèle à cet énoncé, EDC entretient un dialogue constant avec son actionnaire. Le Plan d'entreprise 2022–2026 a été approuvé par le Conseil à l'automne 2021.

Objectif d'intérêt public et mandat conféré par la loi

Le mandat, les pouvoirs et les objectifs d'EDC lui sont conférés par le Parlement du Canada par voie législative, plus précisément par la *Loi sur le développement des exportations*.

Responsabilités et fonctionnement

Les membres du Conseil sont tous indépendants de l'équipe de direction de la Société, à l'exception de la présidente et chef de la direction d'EDC, qui siège également au Conseil d'administration d'EDC. La direction et le Conseil d'administration d'EDC entretiennent une relation de travail productive, et le Conseil revoit régulièrement le partage des responsabilités entre les deux. Le Règlement administratif d'EDC encadre les délibérations du Conseil et dicte quelles questions relèvent de sa compétence exclusive. Une charte définit les rôles et les responsabilités des membres du Conseil d'administration, surtout en matière d'intendance, et précise le déroulement des travaux du Conseil.

Pendant chaque réunion du Conseil et des comités, du temps est réservé aux discussions à huis clos, qui se déroulent d'abord avec la chef de la direction, puis séparément en son absence. En outre, le Comité de la vérification tient trois réunions à huis clos : une avec le Bureau du vérificateur général du Canada, une

autre avec le premier vice-président et vérificateur interne en chef d'EDC, et une dernière avec tous ses membres, mais en l'absence de la chef de la direction. Le Comité de la gestion des risques, pour sa part, tient régulièrement des réunions à huis clos avec la chef de la gestion des risques et la vice-présidente et chef de la conformité et de l'éthique. Par ailleurs, les administrateurs reçoivent les ordres du jour et la documentation relative aux réunions des comités auxquels ils ne siègent pas, et sont libres d'y assister s'ils le souhaitent. Toutefois, seules la présidente et la vice-présidente du Conseil et des Comités peuvent siéger et participer aux travaux du Comité de la nomination et de la gouvernance.

Priorités du conseil en 2021

Le Conseil éclaire et encadre la stratégie d'EDC, et la manière dont elle aborde les risques et les occasions. Cette contribution de longue date a donné à l'équipe de la haute direction et au Conseil de solides assises pour relever les défis de 2021, notamment les défis posés par la pandémie en cours et ceux liés à la mise en œuvre de sa stratégie d'entreprise à long terme.

Environnement, société et gouvernance (ESG) et culture de conduite éthique

Le Conseil guide l'orientation générale du volet d'ESG de la Société et contribue à l'évolution de la stratégie organisationnelle dans ce domaine. En 2021, EDC a renforcé sa propre gouvernance ESG en se penchant sur les mandats des comités permanents et la Charte du Conseil, et en officialisant les responsabilités qui incombent déjà à chacun des comités du Conseil en matière de surveillance des facteurs ESG. L'établissement de la stratégie ESG globale demeure sous la houlette du Conseil. Le Conseil a également renforcé ses compétences collectives en matière d'ESG grâce à l'offre continue de formations et de certifications aux administrateurs.

Les enjeux liés au volet ESG ont compté parmi les points régulièrement traités par le Comité du développement des affaires et du rendement. Tous les autres comités se sont acquittés de leurs mandats en portant une attention particulière aux facteurs ESG. Le Conseil a reçu des mises à jour périodiques à ce sujet de la part de la chef du développement durable et a pu entendre les points de vue de l'actionnaire et de représentants de la société civile sur les questions ESG. Les travaux du Conseil et de ses comités en matière d'ESG ont notamment porté sur ce qui suit :

- le bilan ESG : rapports et plan d'évolution;
- les points de vue externes sur les enjeux ESG;
- le rôle des facteurs ESG en tant que catalyseurs de la nouvelle stratégie d'EDC;
- l'arrimage de l'approche d'EDC aux orientations du gouvernement du Canada;
- les droits de la personne;
- la gouvernance du volet ESG par le Conseil;
- la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux d'EDC, qui comprend la Politique sur les changements climatiques et la Politique sur les droits de la personne;
- les rapports sur la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC;

- les évaluations et les développements relatifs aux principes ESG touchant les transactions et les clients stratégiques, notamment en ce qui a trait aux préoccupations soulevées par les organisations de la société civile;
- la simulation de crise climatique à EDC et la gestion des portefeuilles;
- les progrès d'EDC quant à sa cible d'intensité en carbone, définie dans la Politique sur les changements climatiques;
- le bilan d'EDC en matière de technologies propres;
- l'élaboration d'indicateurs de rendement clé et de tableaux de bord relatifs à la composante ESG;
- la mobilisation des parties prenantes.

Par ailleurs, la présidente du Conseil, Martine Irman, a continué de représenter le Conseil au sein du Conseil consultatif ESG d'EDC, un groupe d'éminents spécialistes qui offrent conseils et orientation sur les pratiques liées au volet ESG de la Société.

De façon générale, le Conseil fait la promotion d'une culture de conduite éthique des affaires et prend au sérieux les préoccupations liées aux conflits d'intérêts. Le Conseil approuve le Code de conduite, qui intègre le Code de valeurs et d'éthique du secteur public. De plus, il reçoit un rapport sur la formation des employés et leur attestation d'adhésion au Code de conduite d'EDC. Par ailleurs, la Société s'attend à ce que les membres du Conseil à exercer leur mandat conformément au Code de conduite d'EDC. En 2021, tous les membres du Conseil ont suivi la formation annuelle obligatoire relative au Code de conduite.

Les administrateurs d'EDC remplissent des déclarations permanentes d'intérêts et s'abstiennent de participer aux discussions ou au vote s'il existe un conflit d'intérêts réel ou potentiel. Les documents du Conseil sont contrôlés au cas où une société nommée dans ces déclarations participerait à une transaction, et tout membre du Conseil ayant un intérêt dans cette société est alors tenu à l'écart des documents sensibles.

Superviser les activités de la filiale d'EDC

Le Conseil a continué de superviser les activités de la filiale en propriété exclusive d'EDC : l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. / Development Finance Institute Canada (DFIC) Inc./, qui exerce ses activités sous la marque de FinDev Canada. L'Institut est chapeauté par un conseil d'administration où siègent des membres du Conseil d'EDC (la présidente et chef de la direction d'EDC occupe la présidence du conseil de FinDev). Globalement, le conseil de FinDev Canada possède un large éventail de compétences et d'expériences en ce qui a trait au financement du développement et aux marchés étrangers.

Orienter la transformation et l'élaboration d'une stratégie à long terme

Le Conseil a joué un rôle central dans l'orientation et la surveillance de la transformation qu'opère EDC afin de mettre en œuvre sa toute première stratégie d'entreprise décennale. Il a reçu des mises à jour périodiques concernant la modernisation numérique à EDC et les résultats du sondage éclair des employés, et a collaboré avec l'équipe de direction en vue de mettre en place un solide plan d'action pour favoriser les changements culturels et comportementaux nécessaires pour qu'une transformation durable s'opère et que les résultats souhaités soient atteints plus rapidement.

Malgré les intenses pressions exercées sur le Conseil et la Société pour agir dans un horizon à court terme, le Conseil a maintenu une perspective stratégique pérenne et a contribué à l'élaboration du Plan d'entreprise d'EDC. Durant l'année, le Conseil et l'Équipe de la haute direction ont uni leurs efforts pour faire une analyse détaillée des tendances qui façonnent le commerce extérieur du Canada et amorcer une réflexion divergente sur les défis auxquels font face les exportateurs canadiens, aujourd'hui et demain. Ces efforts concertés ont permis de faire d'importants progrès dans la mise au point de la stratégie d'entreprise ainsi que des outils et des processus connexes et, ce faisant, d'assurer une surveillance efficace de la mise en œuvre de la stratégie.

Continuer à orchestrer la réponse d'EDC à la pandémie

Le Conseil d'administration d'EDC a continué de jouer un rôle déterminant dans l'orientation et la surveillance des efforts de la Société pour faire face à la pandémie et faciliter la relance de l'économie canadienne. Alors que la direction d'EDC donnait à l'effectif les moyens de mener à bien son mandat, le Conseil a pour sa part exercé un rôle crucial de surveillance en recevant régulièrement un état des lieux, notamment au sujet des communications de la direction, des résultats du sondage d'opinion réalisé auprès des employés, de l'avenir du travail et de la gestion du changement. Le Conseil a donc pu effectuer un examen critique, ce qui a permis à la haute direction de prendre les décisions audacieuses qui s'imposaient pour répondre aux besoins de la Société et appuyer les entreprises canadiennes.

Communiquer avec les parties prenantes

EDC ayant été encore une fois appelée à soutenir un nombre inédit d'entreprises canadiennes au cours de l'année, le Conseil a fait une priorité d'encadrer les interactions de la Société avec ses parties prenantes. Dans l'exercice de son rôle de surveillance, le Comité du développement des affaires et du rendement du Conseil a reçu des rapports périodiques et formulé des orientations à ce sujet, tout en suivant l'évolution des conditions du marché, les besoins des exportateurs et des investisseurs canadiens, les priorités de son actionnaire – le gouvernement du Canada – et les attentes de l'ensemble des parties prenantes. Dans la foulée de la signature par le gouvernement du Canada de la déclaration intitulée *Statement on International Public Support for the Clean Energy Transition*, le Conseil a veillé à la poursuite du dialogue avec les producteurs canadiens de pétrole et de gaz naturel, s'est entretenu avec Mark Carney, envoyé spécial de l'ONU pour le financement de l'action climatique, et a tenu une table ronde réunissant des organismes de réglementation en matière d'énergie.

Gérer les risques d'entreprise

EDC ne cesse d'élargir la portée de son action vers de nouveaux marchés et secteurs pour mieux soutenir les entreprises canadiennes faisant œuvre de pionniers. Ce faisant, elle doit composer avec plusieurs risques – d'ordre financier, opérationnel et stratégique – dans une

foule d'écosystèmes économiques et politiques. Voilà pourquoi la composante de gestion des risques d'entreprise, qui permet d'enclaver les pratiques de gestion de risques dans les activités de la Société au quotidien, est demeurée une priorité pour le Conseil d'administration.

Communiquer avec l'actionnaire

En 2021, le Conseil a continué de surveiller et de faciliter des communications efficaces entre EDC et son actionnaire, le gouvernement du Canada. Le Conseil a accueilli le ministre de l'Environnement et du Changement climatique au printemps dernier afin de discuter des engagements du gouvernement. La présidente du Conseil a en outre eu des échanges avec le ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique et des hauts fonctionnaires sur un éventail de sujets, dont la gouvernance, les priorités de l'actionnaire et les résultats de la Société.

Évaluation et relève des cadres supérieurs

Dans le cadre de ses responsabilités, le Conseil évalue chaque année le rendement du président ou de la présidente, des premiers vice-présidents et premières vice-présidentes, ainsi que des titulaires de certains postes désignés. Les objectifs de rendement de la présidente pour l'année sont établis par le Comité des ressources humaines et sont directement corrélés à l'atteinte des objectifs du Plan d'entreprise. En outre, ils concordent avec l'énoncé des priorités et des responsabilités remis chaque année à EDC. Le Comité des ressources humaines examine chaque année le rendement du président ou de la présidente en fonction de ces objectifs et formule des recommandations au Conseil, après quoi le Conseil présente à son tour au gouvernement des recommandations sur son salaire et sa rémunération variable. Le Comité des ressources humaines s'occupe aussi d'examiner le rendement et la rémunération des cadres supérieurs et des titulaires de certains autres postes annuellement; en outre, il gère les plans de gestion du talent et de maintien des activités.

De plus, le Conseil chapeaute le programme de relève des cadres supérieurs. Le Plan de relève, préparé par la direction et approuvé par le Comité des ressources humaines, est utilisé dans les nominations de cadres supérieurs.

Mandat et rapports des comités

En 2021, le Conseil d'administration a accueilli Richard Payette à titre de nouvel administrateur. Le Conseil maintient la parité hommes-femmes, ce qui témoigne de l'engagement de la Société envers l'inclusion, la diversité et l'équité.

Le Conseil d'administration d'EDC bénéficie du soutien de six comités du Conseil. Il revoit régulièrement le mandat de chacun des comités ci-dessous.

Le **Comité de la vérification** aide le Conseil à s'acquitter de son mandat relativement aux questions financières, à toute enquête menée par le vérificateur interne en chef, à l'approbation des plans des vérificateurs internes et externes. Il est chargé d'approuver et de surveiller les grandes dépenses d'investissement et d'administration, d'évaluer les conséquences des nouvelles conventions comptables pour EDC et d'examiner les résultats des vérifications internes et externes. De plus, le Comité approuve les états financiers trimestriels avant leur diffusion publique. Tous les membres du Comité de la vérification connaissent bien les finances et sont indépendants de la direction d'EDC.

Présidé par Robert McLeese, le Comité a tenu six réunions ordinaires en 2021. Parmi les principaux domaines d'action du Comité pendant cette période, on compte les prévisions financières et l'évolution de la conjoncture économique dans le contexte de la pandémie, la transformation numérique de même que les efforts soutenus de la Société pour mettre en œuvre les changements apportés aux normes comptables internationales. En 2021, le Comité de la vérification a régulièrement remis des rapports au Conseil et échangé avec le vérificateur interne en chef de même que des représentants du Bureau du vérificateur général du Canada.

Le **Comité du développement des affaires et du rendement** collabore avec la direction et joue un rôle consultatif auprès du Conseil afin que le rendement de la Société cadre avec son orientation stratégique. Le Comité propose une orientation stratégique qui renforce la capacité d'EDC de répondre aux besoins en évolution des exportateurs et des investisseurs canadiens; il encadre la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise; il assure un suivi du rendement par rapport aux stratégies, aux plans et aux politiques qui ont été approuvés.

Présidé par Pierre Matuszewski, le Comité a tenu six réunions ordinaires en 2021. Au nombre des principaux domaines d'action du Comité pendant cette période figurent la communication des mesures de rendement organisationnel, les rapports relatifs au bilan ESG, le suivi des tendances émergentes dans les divers secteurs de l'économie canadienne, la transformation opérationnelle, les stratégies relatives au marketing et aux secteurs d'activité, les perspectives économiques ayant une incidence sur EDC et ses clients, de même que le plan d'action du gouvernement du Canada face à la pandémie, les plans pour relancer l'économie post-COVID et les attentes envers EDC à cet égard.

Le **Comité des ressources humaines** aide le Conseil relativement aux questions de planification stratégique des ressources humaines, et il approuve le Plan de relève de la direction, la rémunération des employés et des cadres supérieurs ainsi que les indicateurs et cibles du programme de rémunération au rendement de la Société. Il fixe les objectifs et guide le Conseil dans l'évaluation du rendement du président ou de la présidente, en plus de surveiller la structure, la stratégie de placement et le rendement des régimes de retraite des employés.

Présidé par Karna Gupta, le Comité a tenu six réunions ordinaires en 2021. La Société tient à remercier M^{me} Heather Culbert, qui a assuré la présidence du comité jusqu'en avril 2021. Sous sa gouverne, plusieurs importants jalons ont été franchis en matière de ressources humaines. EDC tient à lui exprimer sa profonde reconnaissance et à saluer son infatigable dévouement pendant son mandat.

Parmi les principaux domaines d'action du Comité en 2021, on note la mise en place de la stratégie d'EDC en matière d'inclusion, de diversité et d'équité; les initiatives déployées pour faire de la santé, de la sécurité et du bien-être du personnel des employés d'EDC et de FinDev Canada des priorités tout au long de la pandémie; la culture organisationnelle et l'avenir du travail.

Le **Comité de la gestion des risques** aide le Conseil à superviser la gestion prudente de la structure du capital d'EDC, notamment la gestion des risques de crédit, des risques de marché et d'autres risques d'entreprise. Il lui revient par ailleurs de recommander des mises à jour au cadre des politiques internes régissant les autorisations requises pour les activités d'EDC, de même que d'encadrer le processus d'approbation de transactions

particulières. Le Comité est chargé de l'examen et de la recommandation des transactions qui nécessitent l'approbation du Conseil, ainsi que de la surveillance de la conformité avec la Directive en matière d'évaluation environnementale. De plus, il supervise les programmes de conformité et d'éthique et reçoit des mises à jour sur diverses activités de gestion de portefeuille.

Présidé par Lindsay Gordon, le Comité a tenu six réunions ordinaires 2021. Parmi les principaux domaines d'action du Comité pendant cette période, on recense la gestion du capital, la simulation de crise à l'échelle de la Société, la simulation de crise climatique, la cybersécurité organisationnelle ainsi que la transformation et les programmes d'éthique et de conformité d'EDC. M^{me} Darlene Thibault a assuré la présidence du comité jusqu'en mars 2021 et EDC tient à lui exprimer sa profonde reconnaissance et à saluer son dévouement pendant son mandat.

Le **Comité de la nomination et de la gouvernance** est responsable des questions touchant le régime de gouvernance d'EDC. Il exprime son avis sur le programme d'éthique des administrateurs, sur les critères de nomination à la présidence d'EDC et à la présidence du Conseil de même que sur le profil des compétences souhaitables et de l'expérience requise de la part des administrateurs, sur l'évaluation des candidatures au Conseil et sur les programmes d'orientation et de formation du Conseil. En outre, le Comité supervise la gouvernance des filiales d'EDC et l'évaluation de l'efficacité du Conseil, en plus de surveiller les relations avec la direction et d'examiner la composition et les mandats des comités.

Le Comité, sous la gouverne de Martine Irman, présidente du Conseil d'administration, a tenu trois réunions en 2021. Parmi les principaux domaines d'action du Comité pendant cette période, on note la gouvernance générale du Conseil, la gouvernance des questions ESG, le processus de renouvellement des conseils d'EDC de FinDev Canada, et l'évaluation de la gouvernance du Conseil (un processus bisannuel).

Le **Comité de direction** est autorisé à exercer certains pouvoirs du Conseil. Il se réunit seulement lorsqu'il est nécessaire de traiter une affaire urgente entre les réunions ordinaires du Conseil. Présidé par la présidente du Conseil, Martine Irman, le Comité n'a tenu aucune réunion en 2021.

Rémunération des administrateurs

La rémunération des administrateurs est fixée par décret. Le président ou la présidente du Conseil et les administrateurs du secteur privé reçoivent des honoraires annuels pour leurs services et leur présence aux réunions du Conseil et des comités, de même qu'une indemnité quotidienne fixe pour les déplacements. Conforme aux directives du Conseil du Trésor, le barème qui suit est en vigueur depuis 2000 :

- Présidence du Conseil : honoraires annuels de 12 400 \$ et indemnité quotidienne de 485 \$
- Autres administrateurs : honoraires annuels de 6 200 \$ et indemnité quotidienne de 485 \$
- Présidence des comités (autre que le Comité de direction) et vice-présidence du Conseil : honoraires de base plus 2 000 \$

Les administrateurs sont également remboursés de leurs dépenses raisonnables, y compris des frais de déplacement, d'hébergement et de repas, engagés dans l'exercice de leurs fonctions. Chaque membre du Conseil siège à plusieurs comités. En 2021, il y a eu 10 réunions du Conseil (six réunions ordinaires, 4 réunions extraordinaires) et 27 réunions de comités. Toutes les activités du Conseil se sont faites de façon virtuelle en raison des restrictions de voyage et des contraintes imposées par la pandémie, exception faite des réunions d'octobre et de décembre. Ces deux réunions misaient sur une approche hybride : certains membres du Conseil y ont participé en personne, aux côtés de l'équipe de direction, tandis que d'autres y ont pris part par vidéoconférence.

La rémunération globale accordée aux administrateurs indépendants, y compris à la présidente du Conseil (honoraires annuels plus indemnités quotidiennes), s'est élevée à 255 133 \$ en 2021, contre 252 261 \$ en 2020. Au total, les frais de déplacement, de représentation et de réunion remboursés aux membres du Conseil (présidence exclue), plus les coûts des réunions du Conseil et des comités, se sont élevés à 128 292 \$ en 2021, contre 43 304 \$ en 2020. Les frais de déplacement et d'hébergement de la présidente ont totalisé 22 289 \$ en 2021, contre 23 508 \$ en 2020.

Tableau des présences des administrateurs aux réunions du Conseil et de ses comités en 2021

	Rémunération globale (honoraires plus indemnités quotidiennes)	Réunions du Comité de la vérification (3 = quorum)	Réunions du Comité du développement des affaires et du rendement (3 = quorum)	Réunions du Comité des ressources humaines (3 = quorum)	Réunions du Comité de la nomination et de la gouvernance (3 = quorum)	Réunions du Comité de la gestion des risques (4 = quorum)	Réunions du Conseil d'administration (6 = quorum)
Boivin, Pierre	18 203,75 \$		6/6			6/6	10/10
Culbert, Heather	25 356,25 \$	6/6		5/6	3/3		8/10
Gordon, Lindsay	21 173,75 \$	5/6		5/6	3/3	6/6	10/10
Gupta, Karna	20 143,15 \$	6/6	6/6	6/6	1/1		9/10
Irman, Martine	25 131,25 \$			6/6	3/3	5/6	10/10
Lavery, Mairead	s. o.			6/6		6/6	10/10
MacWilliam, Karen	18 446,25 \$	6/6				6/6	10/10
Matuszewski, Pierre	22 750,00 \$		6/6	6/6	3/3	6/6	10/10
McLeese, Robert	21 295,00 \$	6/6			3/3	6/6	10/10
Payette, Richard	17 119,30 \$	5/5	5/5				9/9
Sharma, Manjit	16 896,25 \$	6/6	6/6				10/10
Stairs, Andrea	16 991,25 \$		5/6	4/6			8/10
Thibault, Darlene	2 995,50 \$	1/1				1/1	1/1
Yuers, Kari	19 416,25 \$	6/6	6/6				10/10
TOTAL	245 917,95 \$						
EXINVEST	9 215,00 \$						
TOTAL	255 132,95 \$						

L'indemnité quotidienne liée à EXINVEST comprend les montants versés pour les réunions annuelles de 2020 et de 2021, car aucune indemnité quotidienne n'a été versée en 2020.

Conseil d'administration Équipe de la haute direction

Martine Irman

(présidente)

Toronto (Ontario)

Pierre Boivin

Sainte-Foy (Québec)

Heather J. Culbert

(vice-présidente)

Calgary (Alberta)

Lindsay Gordon

Vancouver (Colombie-Britannique)

Karna Gupta

Oakville (Ontario)

Karen MacWilliam

Wolfville (Nouvelle-Écosse)

Pierre Matuszewski

Montréal (Québec)

Robert S. McLeese

Toronto (Ontario)

Richard Payette

Montréal (Québec)

Manjit Sharma

Toronto (Ontario)

Andrea Stairs Krishnappa

Toronto (Ontario)

Darlene Thibault

(jusqu'en mars 2021)

Laval (Québec)

Kari Yuers

Vancouver (Colombie-Britannique)

Mairead Lavery

Présidente et chef de la direction

Carl Burlock

Vice-président directeur et chef de la direction des affaires commerciales

Marsha Acott

Première vice-présidente et chef de la direction financière (par intérim)

Lorraine Audsley

Première vice-présidente et chef de la gestion des risques,
Gestion du risque global

Stephanie Butt Thibodeau

Première vice-présidente,
Personnel et culture

Jacques Chamberland

Premier vice-président et
chef des services numériques

Justine Hendricks

Chef du développement durable et
première vice-présidente, Commerce
durable et facilitation des affaires

Ken Kember

Premier vice-président, Finances,
et chef de la direction financière

Sven List

Premier vice-président,
Relations commerciales

Dan Mancuso

Premier vice-président,
Financement et investissements

Julie Pottier

Première vice-présidente,
Petites entreprises, Marchés commerciaux
et Partenariats

Todd Winterhalt

Premier vice-président, Communications
et Marketing, et chef de la stratégie
d'entreprise

Clive Witter

Premier vice-président, Solutions
d'assurance et de fonds de roulement